

Manifeste de l'organisation
« Les Citoyens En Mouvement »
pour l'éducation, la culture et l'émancipation politique des citoyens

Avertissement

Ce manifeste est un texte qui a pour but de former à l'action politique les citoyens désireux de participer au mouvement général d'émancipation auquel notre organisation entend apporter sa contribution. Il peut être la base de réunions durant lesquelles il est étudié, analysé et expliqué afin que chaque personne puisse en donner son interprétation, ses critiques, voire ses amendements pour l'améliorer.

Préambule

Que vais-je devenir ? Comment vont vivre mes enfants ? Faut-il que je devienne aussi un loup pour les autres afin de survivre ?

Pour quelles raisons détruit-on mon emploi, mon entreprise alors qu'ils étaient utiles à la société ? A la fin de mes études aurai-je un emploi ? Comment se fait-il que le monde produise tant de richesses et qu'il y ait tant de misère ? Qui ne s'est jamais posé au moins une fois l'une de ces questions ?

Les « Citoyens en mouvement » ne prétendent pas avoir toutes les réponses mais ils s'organisent pour que chacun ne se sente plus seul et pour qu'ensemble les citoyens apportent de réponses, c'est le sens de ce manifeste.

Le mouvement citoyen de transformation n'en est qu'à ses débuts car il est le produit de la nouvelle situation planétaire. Parce que cette situation est inédite, il cherche une voie politique autre que tout ce qui a été réalisé jusqu'ici et cela est complexe, souvent difficile, parfois douloureux, mais pour ceux qui s'y engagent c'est une voie d'apprentissage, de découverte et de créativité politique.

C'est une enthousiasmante aventure : c'est le combat pour que l'humanité et la civilisation l'emportent sur la techno-barbarie. Nous appelons la techno-barbarie tous les systèmes qui contrôlent les gens, les dressent les uns contre les autres, les manipulent médiatiquement, socialement et politiquement et qui en définitive s'opposent par tous les moyens à l'épanouissement des individus, à leur liberté d'initiatives, à leur action consciente et démocratique.

Pour « Les Citoyens en mouvement » la politique doit devenir le moyen d'organisation des citoyens pour diriger démocratiquement la société afin que l'économie et les institutions soient au service du plus grand nombre, afin que les hommes dans leur diversité puisse construire une humanité qui en finisse avec la violence et toutes les formes de domination et d'exploitation.

Les sociétés à travers l'histoire ont toujours connu la violence. Les systèmes de domination des puissants sur la grande masse des êtres humains se sont transformés au fil des siècles en des institutions politiques et économiques de plus en plus organisées, au pouvoir de plus en plus concentré, dans lesquelles la participation et la liberté des citoyens ont toujours été l'objet de combats titanesques. Ces systèmes ont pris différentes formes durant le XXème siècle avec des degrés divers d'aliénation et de liberté des êtres humains : capitalisme d'Etat ou capitalisme dit « libéral », socialisme d'Etat que certains identifient aussi au capitalisme d'Etat, national-socialisme, fascisme, tous ont reposé sur une concurrence violente entre les hommes, entre les peuples allant du colonialisme dans sa forme esclavagiste à l'impérialisme de grandes puissances sur l'ensemble des nations.

Des millions d'êtres humains ont été et continuent d'être victimes de la guerre et de toutes les formes de violence économique et politique. Les conquêtes démocratiques n'ont été possibles que grâce à l'engagement des individus dans d'immenses luttes collectives. Cependant les dirigeants planétaires actuels qui tirent profit de ce système politique général fondé sur l'accumulation de l'argent pour l'argent , privilégiant la croissance du capital sur la croissance des capacités de chaque individu et de leur libre association, adaptent en permanence leurs instruments de domination et de coercition sur les gens dans le but de les dissuader et de les empêcher de réaliser un autre type d'organisation de la société.

Pourtant notre époque appelle de plus en plus et de façon urgente à construire cette société fondée sur le plein développement des capacités humaines et la libre association des individus qui sera la seule alternative à la guerre permanente menée contre les hommes et contre la nature. Il s'agit de pacifier les rapports entre les hommes, entre les hommes et la nature, de rendre ces rapports les plus raisonnables possibles pour surmonter toutes les contradictions actuelles qui mènent l'humanité et la planète vers des régressions irrémédiables, voire vers la disparition de l'humanité.

Mais un système fondé sur la cupidité et l'accumulation, concentrée par une minorité, de biens et d'argent au mépris de l'ensemble des êtres humains et de leur coopération, au mépris de la nature et de son développement, un système fondé sur l'appât du gain à tout prix foulant au pied les valeurs d'amour, de reconnaissance, de partage, et de fraternité, est un système qui

oppose les hommes entre eux pour obtenir sans cesse cette accumulation. Or ce que nous vivons est une période historique où l'accumulation et la concentration du capital sont telles que pour obtenir de celles-ci encore plus d'argent et de marchandises les puissants sont obligés de mettre en concurrence non seulement ceux qui travaillent mais l'ensemble des nations elles-mêmes, les lançant dans des conflits économiques et politiques, voire des guerres fratricides.

Alors que les puissants ont d'immenses moyens de contrôle des populations, celles-ci n'ont que la force qui provient de leur libre association et de leur union. Alors que les puissants ont conscience de leur rôle politique, les populations, notamment en France ont fait des expériences décourageantes de la politique parce que les partis politiques n'ont pas respecté leurs engagements et parce que la politique est devenue un produit de marketing, extérieure aux décisions des citoyens.

Cette profonde déception, ce découragement populaire sont la porte ouverte à toute les aventures et notamment à celle qui consiste à penser que les solutions viendraient d'un homme ou d'une femme providentiels, de partis politiques n'ayant jamais exercé le pouvoir, comme le Front National qui est un parti d'extrême-droite.

Tout montre dans l'histoire que seuls des mouvements politiques de masse sont en mesure de transformer les situations. Ils peuvent les transformer en mieux mais aussi en pire. Tout dépend du degré de connaissance et de conscience qu'ont les gens pour qu'ils puissent être les moins manipulés possibles et devenir pleinement les acteurs des changements.

Pour cet immense chantier politique, le mouvement citoyen doit passer du rôle d' « indignation » au rôle « d'innovation » avec l'objectif de répandre le virus démocratique dans toutes les sphères de la société. Cela consiste à ce que les citoyens puissent en priorité à l'échelle des territoires locaux – car c'est là qu'ils vivent, travaillent et se rencontrent – construire et maîtriser des réponses collectives. Cela nécessite un combat sans précédent pour l'éducation, la maîtrise des connaissances par le plus grand nombre, la formation permanente des citoyens. C'est ce combat qui permettra aux citoyens de transformer la nature des pouvoirs économiques et politiques et de commencer à mettre en cause les différentes formes d'aliénation.

I/ Une immense crise de civilisation

Nous vivons sans doute l'une des crises les plus profondes qu'ait connue l'humanité .

Sa profondeur se manifeste dans le temps et l'espace, elle touche rapidement l'ensemble des nations, des peuples et des individus. Elle bouleverse les rapports entre les hommes.

La civilisation connaît ainsi une révolution technologique sans précédent : depuis à peine cinq décennies les hommes ont réussi à mettre de l'intelligence dans des machines reliées en réseaux et ont créé des applications pour la production et les services impensables encore hier. Notre planète compte aujourd'hui environ 3 milliards d'internautes sur une population mondiale de 7,2 milliards d'habitants, chaque jour sont envoyés environ 180 milliards de messages électroniques. Des centaines de millions de téléphones portables, de tablettes, de micro-ordinateurs et autres terminaux sont produits chaque année. Ils permettent aux gens de communiquer entre eux, de travailler, de s'éduquer, de se distraire . Le travail des hommes a été ainsi modifié comme jamais, le travail des ingénieurs, des techniciens et des ouvriers, celui des entrepreneurs, des cadres et agents de services, des fonctionnaires s'est transformé et intensifié, comme celui de l'agriculture, de l'élevage et de la pêche même si la généralisation des nouvelles technologies ne touchent pas la totalité des millions de paysans qui constituent numériquement encore 40% de la population active mondiale. La productivité du travail a considérablement augmenté soit par l'utilisation des nouvelles technologies, soit pas l'intensification du travail humain (augmentation du temps de travail, accélération des cadences, mises en œuvre de méthodes nouvelles d'organisation du travail, spécialisation des travailleurs...) soit par un mixte des deux. De grands bouleversements ont donc lieu dans la production, dans les rapports au sein du travail, accompagnés de migrations intra et internationales importantes des populations mais aussi des capitaux et des instruments de production.

L'infime minorité qui détient la majorité des richesses mondiales s'organise syndicalement (unions professionnelles, grands syndicats patronaux) et politiquement (G8 ; G20, FMI, etc...) et s'appuie sur ces évolutions pour déstabiliser les nations, nier les cultures et les standardiser, opprimer les peuples et leurs traditions, porter atteinte aux droits de l'homme en aliénant chaque individu dans des modèles étatiques de plus en plus coercitifs, notamment en installant des systèmes politiques produisant des partis qui sont de plus en plus discrédités, voire corrompus. Tout cela permet de mettre des milliards d'individus de la planète toujours plus en concurrence et tirer de leur travail et de leur servitude d'immenses richesses qui sont souvent gâchées dans la spéculation et le démantèlement de services publics ainsi que la destruction de propriétés sociales, par le phénomène des privatisations

(santé, poste, chemin de fer, enseignement, etc...) mais aussi dans la disparition de centaines de milliers de petites et moyennes entreprises qui sous-traitantes des grands groupes mondialisés sont à leur merci.

L'immense majorité qui détient la minorité des richesses créées s'organise aussi (unions professionnelles de commerçants et d'artisans, fédérations de syndicats de salariés adhérentes en général à des organisations syndicales continentales ou internationales, organisations sociales, associations d'entrepreneurs indépendantes de celles du grand patronat, comités de chômeurs) et aussi politiquement. Les organisations politiques qui se réclament de la défense des intérêts de ces populations se déclarent en général de gauche et d'extrême-gauche et pour la construction du socialisme par opposition à la droite et d'extrême droite qui, elles, défendent le système capitaliste qu'elle que soit la forme que celui-ci revêt. Toutes prétendent apporter des solutions pour que les gens vivent mieux ou que leur vie ne se dégrade pas davantage mais toutes s'inscrivent dans le système politique et n'apportent aucune vision donnant du sens à la vie collective parce que leur nature partisane les enferme dans la négation ou le mépris du rôle de chaque citoyen.

En effet, la crise du système interroge le sens de la vie humaine, c'est-à-dire le sens de la vie collective car sans elle il ne peut y avoir d'humanité. Les organisations politiques sont incapables de répondre aux grandes questions que se posent les gens, incapables de donner du sens à la vie collective d'autant qu'elles participent à un système qui la remet en cause quotidiennement.

On peut voir déjà les effets barbares de cette crise sur l'existence de millions d'individus, sur leur présent mais aussi sur la représentation qu'ils se font de l'avenir : que vais-je devenir ? Comment vont vivre mes enfants ? Faut-il que je devienne aussi un loup pour les autres afin de survivre ?

Pour quelles raisons détruit-on mon emploi, mon entreprise alors qu'ils étaient utiles à la société ? Comment se fait-il que le monde produise tant de richesses et qu'il y ait tant de misère ? Comment peut-on expliquer que l'on n'ait pas réduit sensiblement le temps de travail alors que la productivité du travail n'a jamais été aussi élevée dans toute l'histoire de l'humanité ? Et tant d'autres questions qui sont d'ordre politique et même anthropologique, des interrogations non seulement sur le sens de la propre vie de chacun mais sur le sens même du proche avenir de l'Humanité dans son ensemble.

Ces questions ne peuvent trouver de réponses dans la forme même que revêt la politique telle qu'elle est pratiquée, et qui pour l'essentiel repose sur la délégation de pouvoir et le détournement de celle-ci, l'autoritarisme, le

clientélisme, le communautarisme et autres formes de division et d'exploitation des citoyens.

Faire de la politique est d'une urgence vitale

Ce n'est pas seulement en réfléchissant sur les causes économiques de la crise que des solutions pourront être trouvées mais aussi sur les raisons idéologiques, les représentations que se font les gens de la société. Or c'est là que rentre en ligne de compte le problème de la politique.

Les organisations politiques semblent dépassées par les événements car pratiquement toutes n'existent que par et pour le maintien du système actuel ; même si certaines proclament leur volonté de transformation, elles reproduisent dans leur programme et dans leur fonctionnement les mêmes rapports que ceux que nous vivons : domination, hiérarchie autoritaire, mise en spectacle de la politique pour la confisquer aux gens, simulacre de dialogue, quasi inexistence de formation critique, emploi d'arguments d'autorité, embrigadement dans des formes d'action non définies par les gens eux-mêmes, etc...

La très grande majorité de ces organisations travaillent à la sauvegarde de l'ordre existant parce qu'il risque de se transformer en un désordre extrêmement violent à tout moment (insurrection, guerre, révoltes de masse). Ces organisations politiques, fruit d'une longue histoire, font partie consciemment ou non de l'appareil idéologique d'Etat qui tente de réguler les conséquences de la crise en apportant des réponses dites « sociales » mais qui en même temps exerce une domination implacable et est prêt à réprimer toute tentative sérieuse de transformation. C'est d'ailleurs l'une des fonctions de l'Etat d'exercer un contrôle social qui grandit afin d'éviter toute situation dangereuse politiquement pour les puissants.

Mais n'y a-t-il pas un véritable danger d'effondrement de l'ordre social actuel qui irait vers le chaos, vers une régression ?

Il est évident qu'il ne s'agit pas de penser la transformation nécessaire avec les images qu'on a voulu nous imposer en ne retenant par exemple que les événements sanglants de notre propre révolution française. La violence dans l'histoire est la résultante des affrontements pour la propriété et le pouvoir il s'agit justement de mettre en cause ces rapports pour contrer la violence et à terme en finir avec elle. Mais nous savons très bien que le meilleur moyen de combattre la violence et d'essayer de la transformer en énergie efficace et intelligente c'est de pratiquer la démocratie. C'est à dire que les « Citoyens en

mouvement » recherchent toujours dans les conflits les compromis nécessaires pour éviter la violence et favoriser l'expression du plus grand nombre. Cependant la recherche du compromis ne doit jamais aboutir à une compromission c'est à dire une alliance ou une abdication face à ceux qui s'opposent à la démocratie.

Autrement dit il faut pousser la démocratie beaucoup plus loin qu'elle ne l'a été jusqu'ici car elle n'en est qu'à sa préhistoire. Il faut lui donner tous les atouts, la faire passer dans une nouvelle ère et ne pas la limiter aux seules élections.

D'ailleurs on voit bien que les élections à elles seules n'apportent aucune solution à la crise si elles sont déconnectées des initiatives citoyennes et si les citoyens n'ont pas les informations et la formation pour appréhender les enjeux politiques.

Les élections dans notre société sont très souvent des moyens de légitimation de politiques qui sont menées contre la majorité des électeurs. Pour les dirigeants politiques il s'agit d'utiliser les élections pour obtenir de la part des électeurs une validation du système et de sa continuité.

Il faut avouer qu'ils y parviennent du fait de la mise en scène opérée entre droite et gauche qui se partagent les rôles et qui conduit des millions de gens à ne plus voter, à désespérer de la promesse démocratique et à rejoindre pour une part les réponses autoritaires et extrémistes .

Encore que l'abstention signifie très souvent un refus de participer à ce jeu pervers où les citoyens sont non seulement perdants mais où ils participent à leur propre élimination de la décision politique.

De cela il résulte que pour les « Citoyens en mouvement », les élections ne sont jamais des buts en soi , mais des moments forts pour favoriser la rencontre des citoyens et l'élévation de leur connaissances politiques et pour agir en faveur de l'élection de candidats qui se battent sur nos principes.

Il faut avoir le courage de le dire la démocratie passe par une élévation des connaissances politiques de la grande masse des gens et par leur implication responsable dans la vie sociale. Connaissances prises dans leur ensemble : c'est à dire dans la théorie et dans la pratique. Sans ce couple théorie-pratique, mener les luttes et les penser, sans l'effort conceptuel de généralisation et d'analyse sur les phénomènes sociaux vécus par les gens eux-mêmes on restera dans la crise de la politique pour la plus grande satisfaction des puissants.

Autrement dit faire de la politique est la solution à la crise, mais en faire collectivement, démocratiquement pour arracher à ceux qui nous dominent

les moyens de se former, de s'informer et de participer aux choix économiques et politiques.

Cela n'a rien à voir avec les batailles de clans au sein de la plupart des partis, avec la politique-spectacle affligeante que nous impose l'appareil médiatico-idéologique.

Il faut utiliser ces moments de campagne électorale comme des temps ouvrant la possibilité de semer des idées nouvelles en rupture avec le système. Cela suppose que les acteurs du mouvement citoyen doivent consacrer beaucoup de temps au contact des gens, qu'ils doivent davantage s'inscrire dans des pratiques permettant aux gens de se déconnecter le plus possible de l'appareil médiatico-idéologique, pour se rencontrer, échanger leurs idées et leur pratique sociale, pour se réapproprier leur existence et leur autonomie.

Dans ce mouvement, ils peuvent élire des personnes qui portent leurs aspirations et leurs exigences politiques, tout en gardant à l'esprit que le combat si il se mène dans les assemblées élues, se déroule avant tout dans la vie quotidienne là où habitent et travaillent les citoyens.

Pour les « Citoyens en mouvement », il ne faut jamais entretenir d'illusions sur un élu, quel qu'il soit, car chaque être humain peut sous toutes formes de pression devenir corruptible. La garantie pour que les mandataires du peuple suivent au mieux une ligne correspondant aux intérêts des gens c'est que les citoyens investissent tous les espaces d'élaboration des décisions et contrôlent leur formulation et leur application.

Les « Citoyens en mouvement » refusent tout culte et vénération d'un dirigeant politique. Un dirigeant, un responsable du mouvement est un citoyen parmi les citoyens à qui le mouvement confie une responsabilité en raison de ses capacités, de ses aptitudes à représenter le mouvement et à le faire vivre démocratiquement. Les « Citoyens en mouvement » reconnaissent la responsabilité individuelle de chacun dans les décisions collectives et apportent toujours leurs avis et leurs critiques de façon fraternelle et bienveillante à l'égard des membres du mouvement.

Faire de la politique collectivement, démocratiquement

Ce qui est à l'ordre du jour c'est d'abord que chaque personne puisse se considérer comme capable d'apporter sa pierre à l'oeuvre commune de l'édification d'une société nouvelle. Contrairement aux paroles de l'Internationale, il ne s'agit pas de faire table rase du passé, il s'agit de faire émerger de ce passé et du présent toutes les possibilités de rendre beaucoup plus humaine la vie en société, de viser à l'épanouissement de chaque individu par l'émancipation collective qui en retour est impossible sans l'engagement

de chaque individu dans le processus. Faire de la politique efficacement c'est donc casser le tabou que les rapports de domination sont inéluctables, que le système actuel est éternel et c'est libérer l'imagination des gens sur ce qu'ils aimeraient pour leur vie à la fois individuelle et sociale afin que retrouvant confiance en eux, ils puissent agir de façon libre, responsable, sans attendre un illusoire secours de ceux qui dirigent la société.

En construisant par eux-mêmes les solidarités nécessaires, en se donnant comme base morale et intangible de leur action les principes de la déclaration universelle des Droits de l'homme, les « Citoyens en mouvement » doivent apporter l'exemple que la politique peut devenir l'œuvre de tous.

Ce qui est donc à l'ordre du jour, c'est la construction d'actions non plus défensives mais totalement offensives qui posent la question d'une autre société, des initiatives qui inventent et conquièrent des relations nouvelles entre les hommes au travail, qui préconisent la socialisation de la propriété quand cela s'avère indispensable pour l'intérêt général et la gestion raisonnée des moyens de production pour le respect des hommes et de leur environnement.

La création d'un pouvoir populaire qui s'appuie sur des assemblées de travailleurs et d'habitants dans lesquelles les orientations politiques se prennent par des votes après débat où chacun compte pour un, quels que soient ses responsabilités, ses titres, ses fonctions. Un pouvoir populaire qui aura une reconnaissance institutionnelle au sein de la République et qui devra systématiquement être consulté par les pouvoirs législatif et exécutif avant tout vote de loi ou promulgation de décrets. A l'instar de l'expérience des cahiers de doléances de la révolution française qui ont rassemblé les gens de toutes les paroisses pour les Etats-Généraux, ces assemblées populaires seront organisées partout sur le territoire. Ce seront des lieux d'exercice politique dans lesquels les citoyens n'auront pas d'intermédiaires, de délégués ou de partis mais une possibilité d'expression directe qui sera consignée dans des cahiers permanents. Aucune grande décision parlementaire ou gouvernementale ne pourra être prise sans consultation de ces cahiers et si nécessaire sans la tenue de référendum.

Autrement dit il ne s'agit plus pour les citoyens de se considérer comme ceux qui posent les questions en attendant que ce soient les dirigeants qui répondent. Pour cela ce sont eux-mêmes, qui s'interrogent et répondent de façon autonome du système aux questions qu'ils se posent y compris et surtout dans les domaines qui sont les chasses-gardées des puissants et de leurs idéologues : l'économie et la politique. Pour cela ils ont besoin de construire des réseaux, des espaces, des organisations souples, ouvertes, transparentes et non sectaires s'adaptant rapidement aux différentes

circonstances , qui ne puissent être récupérées et perverties ni par les puissants, ni par les organisations qui se prétendant favorables au peuple en viennent en définitive soit à sauvegarder le système, soit par défaut d'efficacité en raison de leur faiblesse théorique et pratique à laisser le système perdurer.

Ainsi si il est nécessaire de transformer les institutions dans le sens d'un enrichissement de la démocratie représentative par la démocratie directe, il est également nécessaire que les « Citoyens en mouvement » agissent pour l'organisation autonome du peuple à l'égard des institutions. Car l'histoire le montre, les institutions de par leur fonctionnement sont toujours en retard sur la vie sociale et politique, elles ont besoin d'un mouvement démocratique libre et autonome pour être vraiment utiles au plus grand nombre.

**Devenir « Citoyen en mouvement »
c'est s'engager pour la démocratie permanente**

C'est sans doute aujourd'hui et dans les prochains mois et années, le moment historique d'entreprendre cette œuvre qui révolutionne la politique. C'est en cela que la démocratie pourra commencer véritablement à entrer dans l'histoire comme le moyen pour les citoyens d'administrer l'économie et la politique et non d'être administrés par elles.

Le massacre des innocents est quotidien et nous devons tenter pourtant de dormir en paix. Nous vivons une terrible époque, mais l'histoire humaine est jonchée de drames, de tragédies et de terreurs comme de puissantes avancées , de bonds vers plus de civilisation. Malgré la cruauté d'un monde sans pitié, il ne faut pas avoir peur, car nos peurs alimentent nos faiblesses, nos lâchetés et nos trahisons. Pour faire reculer la peur, il n'y a qu'un remède, celui de la connaissance et de l'action conjointes, donc de la création. En ce sens il y a un urgent besoin de créer en politique.

Le travail politique des « Citoyens en mouvement » est en permanence d' être force de proposition pour démocratiser la société non de façon générale mais en partant des situations concrètes et particulières de chaque localité, de chaque territoire et de viser à ce que la démocratisation soit de plus en plus universelle.

La seule civilisation digne de notre temps est celle qui, en gestation, naît de nos utopies. Les avancées humaines ont toujours été précédées par la formulation d'utopies. C'est parce qu'ils ont cru que l'impossible était possible que les hommes sont parvenus à de grandes réalisations matérielles et sociales. Les utopies sont nos rêves et nos rêves guident nos pas et nos

pensées. Oublier nos rêves ce serait aller vers le suicide collectif de l'humanité. Si les puissants qui dirigent les multinationales, les banques, les Etats et les grands partis politiques le pouvaient, il fabriquerait nos rêves, nous imposeraient des songes conformes à leur objectif : accumuler toujours plus de pouvoir pour accumuler toujours plus d'argent, accumuler toujours plus d'argent pour accumuler toujours plus de pouvoir !

Avec la naissance de l'économie politique et de théories d'émancipation, avec les expériences révolutionnaires et les grandes luttes de libération nationale des trois derniers siècles, avec l'explosion des connaissances appliquées aux nouvelles technologies, la pensée s'est dotée d'outillages conceptuels jamais connus dans l'histoire.

La tâche historique et politique des « Citoyens en mouvement » est de répandre la diversité et la richesse de cette pensée comme une traînée de poudre, comme un guide pour l'action transformatrice des hommes au cœur même de la mondialisation en cours. La tâche est ardue et la lutte est âpre. Mais nous avons tous à y gagner puisqu'il n'y a plus rien à perdre qu'une vie préconçue et imposée par d'autres, faite de violence, de division, et de désespoir. Une vie construite sur le modèle unique de l'accumulation de l'argent pour l'argent et qui foule au pied toute élévation spirituelle.

Nous vivons une grande époque car l'Humanité possède en elle-même les moyens de s'humaniser. Ces moyens sont la démocratie de lutte, de participation et d'engagement alliée aux connaissances prodigieuses développées ces dernières décennies.

La démocratie de lutte est une démocratie du mouvement. Elle est stratégique et se donne pour objectif l'abolition progressive de toute forme d'aliénation, d'exploitation et de domination.

Si la théorie est un guide, elle ne l'est que pour l'action concrète des situations concrètes et aucunement un dogme à appliquer pour construire un modèle de société. Elle est ce guide qui permet aux « Citoyens en mouvement » d'être l'organisation humaine et libre utile aux gens pour que ce soient eux qui en définitive soient par leur engagement et leur prise de responsabilité les acteurs de la société démocratique à laquelle nous aspirons. Enfin parce que nous savons que la liberté individuelle n'existe jamais sans la liberté politique nous faisons nôtre cette pensée du grand homme que fût Nelson Mandela " Je ne suis pas vraiment libre si je prive quelqu'un d'autre de sa liberté. L'opprimé et l'opresseur sont tous deux dépossédés de leur humanité. "

Les « Citoyens en mouvement » appellent les citoyens à s'organiser en son sein pour défendre les principes énoncés dans ce manifeste, pour que chaque citoyen devienne l'acteur éduqué et conscient de la société et qu'il le soit en permanence en défendant les valeurs des « Droits de l'Homme » afin que le combat politique ne soit plus celui pour le monopole et la concentration du pouvoir mais au contraire le partage de ce pouvoir en tous lieux et toutes circonstances.